

## Quelle pharmacie voulons-nous ?



Pharmacie d'officine  
en Algérie :  
Quel avenir  
d'ici 2035 ?

Chronique

Revue de presse

Dates à retenir

# CHRONIQUE

## Quelle pharmacie voulons-nous ?

Par Abderrahim Derraji, Docteur en pharmacie

Chaque fin d'année ramène avec elle son lot de bilans et de questions. Pour nous, pharmaciens d'officine, la plus persistante reste sans doute celle-ci : quelle pharmacie voulons-nous réellement pour demain ? Une question simple en apparence, mais lourde de sens, tant elle renvoie à notre quotidien, à nos difficultés, mais aussi à notre responsabilité collective.

Une année s'achève, et force est de constater que les promesses faites à la profession n'ont, une fois de plus, pas été tenues. La pharmacie d'officine au Maroc continue de faire du surplace, pendant que des acquis essentiels en matière de régulation se sont progressivement effrités. Nous avons glissé, presque sans nous en rendre compte, d'une profession structurée et respectée vers un exercice fragilisé, parfois désorganisé, où la déontologie semble reléguée au rang de souvenir. Beaucoup d'entre nous regrettent ce temps où la confraternité n'était pas un mot creux, mais une réalité vécue au quotidien.

Ce constat, largement partagé par un grand nombre de pharmaciens, ne doit pourtant pas nous condamner au fatalisme. Il est encore temps de redonner du sens à notre métier et de remettre la profession sur des bases solides. Mais cela suppose de regarder la réalité en face et d'oser poser les vrais problèmes.

Le premier d'entre eux reste le respect du cadre juridique. Le médicament n'est pas un produit comme les autres, et son circuit de distribution ne peut être contourné par d'autres intervenants sans conséquences. Lorsque l'illégalité prospère, ce sont les pharmaciens respectueux des règles qui se retrouvent pénalisés. Défendre l'État de droit dans notre secteur, c'est défendre la sécurité sanitaire et la crédibilité de l'officine.

Un autre enjeu majeur concerne la gouvernance de la profession. Comment accepter que la pharmacie soit privée d'instances élues capables de la représenter, de la réguler et de fixer un cap clair



depuis 2019 ? L'absence de conseils de l'Ordre fonctionnels à 100% laisse le champ libre aux dérives et constraint les pharmaciens éthiques à cohabiter avec des pratiques qui ternissent l'image de l'ensemble de la profession. Pourtant, lorsque l'officine est exercée conformément à ses valeurs, elle demeure un pilier incontournable du système de santé.

À cela s'ajoute la question cruciale de la rémunération. Notre modèle économique repose exclusivement sur les marges commerciales et des forfaits insignifiants sur les produits onéreux, alors même que les prix des médicaments baissent régulièrement. Sans rémunération des missions, des actes et des services rendus au patient, la pérennité de nombreuses officines est clairement menacée. Dans de nombreux pays, le pharmacien est reconnu et rémunéré pour son rôle clinique, éducatif et préventif. Pourquoi rester à l'écart de cette évolution inévitable ?

Assumer ces nouvelles missions suppose également une formation continue de qualité, accessible et adaptée aux réalités du terrain. Le pharmacien d'officine doit rester un professionnel de santé compétent, formé, présent et responsable. L'exercice personnel n'est pas un luxe, mais une condition essentielle pour garantir la qualité du conseil et la sécurité du patient.

Au fond, la question « Quelle pharmacie voulons-nous ? » nous renvoie à un choix collectif. Celui de subir les évolutions en silence ou de nous mobiliser pour construire un projet d'avenir crédible et fédérateur. Un projet qui place le pharmacien au cœur du parcours de soins et le patient au centre de nos priorités, loin de toute considération mercantile.

## Abstract

*This article reflects on the future of community pharmacy in Morocco, highlighting the growing gap between professional commitments and unfulfilled reforms. It examines the erosion of regulatory frameworks, professional governance, and ethical standards, alongside the economic fragility of the current remuneration model. The author argues for a renewed vision of pharmacy based on legal compliance, institutional legitimacy, and fair compensation for professional services. Emphasis is placed on continuous education and personal practice as prerequisites for quality care. Ultimately, the paper calls for collective action to place the pharmacist at the heart of patient-centered healthcare.*

Vous cherchez des informations sur  
un médicament : consultez la nouvelle  
version de votre site medicament.ma

NOUVEAU



Une version entièrement repensée pour  
une navigation mobile plus fluide  
et plus agréable.

## REVUE DE PRESSE



### Baisse des prix d'un médicament anti-obésité en Chine : un signal fort pour le marché mondial



La récente décision du laboratoire danois Novo Nordisk de réduire significativement le prix de son médicament anti-obésité Wegovy® (sémaglutide) en Chine marque un tournant important dans la stratégie mondiale de lutte contre l'obésité. Dans plusieurs provinces chinoises, les autorités sanitaires ont validé une baisse pouvant atteindre près de 40 à 50 % sur certains dosages du produit, afin d'en améliorer l'accessibilité.

Cette initiative intervient dans un contexte sanitaire préoccupant en Chine. Ce pays fait face à une augmentation rapide de la prévalence du surpoids et de l'obésité, liée à l'urbanisation, à la sédentarité et à l'évolution des habitudes alimentaires. Selon les autorités chinoises, plus de la moitié de la population adulte pourrait être en surpoids ou obèse à l'horizon 2030, faisant de cette pathologie un enjeu majeur de santé publique.

La réduction de prix de Wegovy® répond également à des enjeux économiques et concurrentiels. Le marché chinois attire de plus en plus d'acteurs locaux développant des analogues du GLP-1 à moindre coût. Face à cette concurrence croissante, Novo Nordisk ajuste sa politique tarifaire afin de préserver ses parts de marché tout en s'alignant sur les objectifs des autorités, qui cherchent à contenir les dépenses de santé.

Au-delà du cas chinois, cette décision envoie un signal fort à l'échelle internationale. Elle illustre la pression grandissante exercée sur les laboratoires innovants pour concilier rentabilité,

accès aux soins et soutenabilité des systèmes de santé. Elle pourrait également inspirer d'autres pays, notamment émergents, à renégocier les prix de traitements innovants dans des indications à forte prévalence.

Toutefois, cette baisse soulève aussi des interrogations. Certains observateurs craignent qu'une réduction trop marquée des prix dans certains marchés n'influence les stratégies de fixation des prix ailleurs, notamment en Europe ou dans les pays à revenu intermédiaire. D'autres s'interrogent sur l'impact à long terme sur l'innovation pharmaceutique.

En définitive, la baisse du prix de Wegovy® en Chine illustre l'équilibre délicat entre innovation thérapeutique, accès équitable aux médicaments et régulation économique, dans un contexte où l'obésité est désormais reconnue comme une maladie chronique mondiale nécessitant des réponses coordonnées.

*Source : reuters.com*

## États-Unis : Hausse des prix des médicaments malgré les pressions politiques

Malgré des années de débats politiques et de réformes visant à contenir le coût des médicaments, les prix de plus de 350 spécialités pharmaceutiques augmenteront aux États-Unis en 2026, selon des informations rapportées par Reuters. Cette hausse concerne des traitements largement utilisés, notamment certains vaccins (COVID-19, zona) ainsi que des médicaments anticancéreux, soulignant la persistance d'une inflation pharmaceutique dans le premier marché mondial du médicament.

Depuis plusieurs années, les autorités américaines tentent de freiner la progression des dépenses de santé. L'Inflation Reduction Act (IRA), adopté sous l'administration Biden, a notamment introduit la possibilité pour Medicare de négocier les prix de certains médicaments coûteux. Toutefois, ces mesures restent limitées dans leur champ d'application et n'empêchent pas les laboratoires d'ajuster à la hausse les prix d'un grand nombre de produits, en particulier ceux qui ne sont pas encore concernés par la négociation directe.

Les industriels justifient ces augmentations par plusieurs facteurs: hausse des coûts de production, inflation générale, investissements massifs en recherche et développement, mais aussi pressions liées aux exigences réglementaires et aux ruptures d'approvisionnement. Dans certains cas, les hausses annoncées restent inférieures à l'inflation, ce que les laboratoires mettent en avant pour atténuer les critiques. Parallèlement, quelques entreprises communiquent sur des baisses ciblées de prix, souvent très médiatisées, mais qui concernent un nombre restreint de médicaments.

Cette situation alimente un débat récurrent aux États-Unis sur l'accès aux soins et l'équité du système de santé. Pour de nombreux patients, en particulier ceux qui ne bénéficient pas d'une couverture optimale, l'augmentation des prix se traduit par des restes à charge plus élevés, voire par des renoncements aux traitements. Les associations de patients dénoncent un système dans lequel les innovations thérapeutiques, bien que porteuses d'espoir, restent financièrement inaccessibles pour une partie de la population.

L'impact de ces hausses dépasse largement les frontières américaines. Les États-Unis représentant le principal marché de référence pour la fixation des prix, les augmentations décidées outre-Atlantique influencent directement les stratégies tarifaires



des laboratoires à l'échelle mondiale. De nombreux pays, notamment en Europe et dans les marchés émergents, utilisent les prix américains comme point de comparaison lors des négociations, ce qui peut compliquer l'accès aux médicaments innovants.

En définitive, la hausse annoncée des prix des médicaments aux États-Unis illustre les limites actuelles des politiques de régulation face aux logiques économiques du secteur pharmaceutique. Elle relance le débat sur la nécessité de concilier innovation, soutenabilité financière et accès équitable aux traitements, un enjeu central pour les systèmes de santé du monde entier.

*Source : reuters.com*

# Des génériques de l’Ozempic bientôt mises sur la marché canadien

Les sociétés pharmaceutiques canadiennes seront autorisées à commercialiser dès la semaine prochaine des versions génériques moins chères du médicament Ozempic, mais les experts estiment que les patients ne devraient pas s’attendre à le trouver en vente avant plusieurs mois.

En effet, au 29 décembre, Santé Canada avait reçu neuf demandes d’autorisation pour la fabrication du sémaglutide, le principe actif de l’Ozempic et du Wegovy, des spécialités mises sur le marché par Novo Nordisk largement utilisées contre le diabète et dans la prise en charge des surcharges pondérales.

« Santé Canada comprend qu’il existe un intérêt considérable dans la réduction des coûts associés à ce médicament très prescrit grâce à l’introduction de versions génériques », a déclaré le porte-parole Mark Johnson dans un courriel adressé à La Presse canadienne.

Sandoz Canada, Apotex, Teva Canada, Taro Pharmaceuticals et Aspen Pharmacare Canada ont tous demandé l’autorisation de Santé Canada, selon la liste pour les demandes de médicaments génériques.

Sandoz Canada et Teva Canada ont indiqué à La Presse canadienne qu’elles ne pouvaient fournir aucune information sur les délais prévus de leurs produits, tandis que les autres entreprises n’ont pas pu être jointes ou n’ont pas répondu aux demandes de commentaires.

Mina Tadrous, experte en politique pharmaceutique à l’Université de Toronto, a affirmé qu’il était peu probable qu’un médicament générique à base de sémaglutide soit approuvé avant la fin du printemps ou le début de l’été.

«Les Canadiens ne devraient pas s’attendre à voir ce produit arriver sur le marché en janvier», a-t-elle déclaré.

Source : [ledevoir.com](http://ledevoir.com)



# PUBLICATION

## Pharmacie d'officine en Algérie : Quel avenir d'ici 2035 ?

Miloud Kaddar<sup>1</sup>, Abdelatif Keddad<sup>2</sup>, 5 décembre 2025

*La pharmacie d'officine en Algérie, maillon clé du système de santé, traverse une période de fragilisation silencieuse. Face aux pressions économiques, à la montée des maladies chroniques et au virage numérique, son rôle et son modèle doivent être repensés pour l'avenir.*

### Pharmacie d'Officine en Algérie : Quel Avenir d'ici 2035 ?

La pharmacie d'officine en Algérie, maillon clé du système de santé, traverse une période de fragilisation silencieuse. Face aux pressions économiques, à la montée des maladies chroniques et au virage numérique, son rôle et son modèle doivent être repensés pour l'avenir.

#### Le Tournant Actuel : Défis et Pressions



Modèle Économique Dépassé  
Fondé sur la marge commerciale, il ne reconnaît pas les services de conseil et de suivi.



Nouveaux Enjeux de Santé  
La hausse des maladies chroniques exige un rôle plus actif qui n'est pas valorisé.



Image Publique Brouillée  
Le pharmacien est souvent vu comme un commerçant, au détriment de son statut de professionnel de santé.

#### Trois Scénarios pour l'Officine de 2035



1. La Pharmacie Renforcée  
(Compétence & Cohérence)

Met l'accent sur les compétences cliniques, de nouveaux services personnalisés et une meilleure régulation.



2. La Pharmacie qui Subit  
(Continuité sous Tension)

Absence de réforme, menant à une dégradation progressive du service et à plus de disparités.



3. La Pharmacie Connectée  
(Accélération Digitale)

Priorise le numérique (e-prescription, dossier partagé) avec des risques de fracture numérique.

© NotebookLM

Souvent réduite à un simple point de vente de médicaments, la pharmacie d'officine est en réalité un maillon clé de notre système de santé. Sous pression économique, bousculée par la montée des maladies chroniques et les débuts du virage numérique, elle se trouve aujourd'hui à un tournant. Faut-il repenser son rôle, son modèle et sa place d'ici 2035 ? Trois scénarios d'avenir permettent d'ouvrir le débat.

La pharmacie d'officine est l'un des visages les plus visibles de notre système de santé. Chaque jour, des millions d'Algériens poussent la porte de "leur" pharmacie pour obtenir un médicament, demander un conseil ou chercher une solution rapide à un problème de santé. Ces espaces de santé de proximité implantés dans les quartiers, villes et villages, sont largement accessibles sans rendez-vous et gratuitement, pour toutes les familles. Pourtant, derrière cette image familiale, le secteur traverse une période de fragilisation silencieuse qui mérite d'être regardée en face.

Les pharmaciens d'officine font régulièrement l'objet de critiques. On leur reproche de privilégier la dimension commerciale au détriment du conseil personnalisé, de favoriser certaines marques plutôt que d'autres, de ne pas être suffisamment présents dans les zones rurales ou défavorisées. Ces critiques – parfois exagérées, parfois nourries par des expériences réelles – brouillent l'image de la profession aux yeux du public, en la réduisant trop souvent à la "vente de médicaments", alors que nombreuses sont celles et ceux qui persistent,

malgré les difficultés, à offrir de véritables prestations de santé pour leurs patients. Cette image repose d'abord sur un long et difficile parcours universitaire et un statut de professionnel de santé.

Dans le même temps, les contraintes économiques sont devenues plus lourdes : hausse des charges, tensions d'approvisionnement, saturation dans plusieurs villes, complexité des procédures, pression sur les marges et absence de reconnaissance financière des prestations délivrées. Le modèle économique actuel de l'officine, fondé quasi exclusivement sur la marge commerciale, ne correspond plus ni aux missions attendues ni aux efforts fournis par les pharmaciens dans la gestion des maladies chroniques, la prévention, l'éducation thérapeutique ou la sécurité du médicament. La montée rapide des maladies chroniques, les transitions démographiques et épidémiologiques et la pression financière croissante sur la sécurité sociale accentuent encore ce sentiment d'étau.



Ces difficultés ne doivent pas être vues uniquement comme des menaces, mais comme un signal d'alarme. Les systèmes de santé qui ont réussi à renforcer leur réseau officinal sont ceux qui ont su anticiper, débattre et agir à temps. C'est exactement ce dont l'Algérie a besoin aujourd'hui : ouvrir un débat national, informé et serein, sur ce que doit être la pharmacie d'officine à l'horizon 2035.

Comment moderniser le rôle du pharmacien ? Comment garantir la viabilité des officines, l'accès aux médicaments et l'équité territoriale ? Comment intégrer pleinement le numérique sans amoindrir la relation humaine ? Quel modèle économique permettra de rémunérer justement les prestations et les services rendus à la population ? Comment maîtriser et réduire la croissance de la facture des soins pour la sécurité sociale et pour les familles ?

Face à ces enjeux complexes, plusieurs trajectoires sont possibles. On peut, de manière volontairement simplifiée, les résumer en trois grands scénarios.

- Le premier pourrait être qualifié de "Compétence & Cohérence", ou de "pharmacie renforcée". Il repose sur une montée en compétences cliniques des pharmaciens, une meilleure régulation de l'implantation des officines sur le territoire, le développement de services pharmaceutiques structurés (suivi des

patients chroniques, bilans de médication, prévention...), une reconnaissance plus claire de la place de l'officine dans les soins de premier recours et la mise en place progressive d'honoraires de service en complément de la marge.

- Le deuxième scénario est celui de la "Continuité sous tension", la "pharmacie qui subit". Dans cette trajectoire, il n'y a pas de réforme d'ampleur : les choses continuent globalement comme aujourd'hui. Les officines s'adaptent localement, absorbent les chocs comme elles peuvent, mais sans vision d'ensemble. À court terme, ce scénario peut sembler plus simple et moins conflictuel. À moyen terme, il risque d'accentuer les disparités entre territoires, d'affaiblir les pharmacies les plus fragiles et le réseau officinal, et de dégrader progressivement la qualité du service rendu aux patients.

ü Le troisième scénario est celui de "l'Accélération digitale", ou de "la pharmacie connectée". Il met au premier plan la transformation numérique : prescription électronique, dossier pharmaceutique, interconnexion avec la CNAS et les prescripteurs, plateformes de services, outils d'aide à la décision. Ce scénario ouvre la voie à des services rémunérés et digitalisés, mais nécessite des investissements et pourrait accentuer les inégalités entre officines. Il est porteur d'opportunités majeures pour la sécurité du patient, la traçabilité des médicaments et l'efficience du système. Mais il comporte aussi des risques : fracture numérique entre officines, investissements difficiles à supporter pour certaines et question de l'équité d'accès pour les patients les plus vulnérables. Ces trois trajectoires ne sont ni des recettes ni des injonctions. Elles servent à poser les termes du débat :

- Quel rôle voulons-nous pour le pharmacien d'officine dans le système de santé ?
- Quel modèle économique et financier est soutenable pour les pharmacies, mais aussi pour la sécurité sociale et les patients ?
- Comment prévenir les abus commerciaux et rétablir une éthique exemplaire ?
- Quelle place pour le numérique, et à quel rythme ? Substitut ou complément ?
- Comment garantir que le réseau officinal reste à la fois proche, compétent et viable, dans les grandes villes comme dans les petites communes rurales ?

La réforme de la pharmacie d'officine ne peut pas être abordée comme un sujet marginal ou purement corporatiste. Elle doit s'articuler avec les réformes du système de santé et de la protection sociale. Elle touche à l'accès aux soins, à la qualité des traitements, à la sécurité du patient, mais aussi à la soutenabilité des finances publiques et des politiques sociales et à l'avenir de milliers de jeunes diplômés. Elle suppose un diagnostic partagé, appuyé sur des données, des changements juridiques, techniques et organisationnels. Elle exige un débat ouvert associant pharmaciens, médecins, universités, sécurité sociale, pouvoirs publics et représentants des patients.

Engager dès aujourd'hui un débat national sur "Officine 2035" n'est pas un luxe ni une option secondaire. C'est une nécessité si l'on veut que la pharmacie d'officine reste un pilier solide du système de santé algérien, plutôt qu'un maillon fragilisé.

Ce débat doit être exigeant, mais aussi constructif : il ne s'agit pas d'opposer les uns aux autres, mais de construire une vision commune, puis de la traduire progressivement en réformes concrètes de redressement et de construction de l'avenir. L'inaction n'est pas une option, elle deviendrait coûteuse et préjudiciable à tous.

En d'autres termes, la question n'est pas de savoir si la pharmacie d'officine va changer, mais comment elle va changer, dans quelle direction et au bénéfice de qui.

<sup>(1)</sup> Miloud Kaddar : Économiste de la santé / Expert en financement de la santé; des vaccinations et des vaccins; VIH-TB / Consultant international / OMS, Gavi, Fonds mondial, Banque Mondiale, UNICEF / Afrique, MENA, Europe

<sup>(2)</sup> Abdelatif Kedad : Pharmacien journaliste médical

LE SALON RÉFÉRENCE DE LA PHARMACIE  
SUD MÉDITERRANÉENNE | AFRICAINE

# .officine 2026 EXPO

23ème ÉDITION



PHARMA  
AFRICA  
MEETING



30-31 JANVIER  
AU CENTRE DE CONFÉRENCE  
PALMERAIE PALACE  
M A R R A K E C H

CONFÉRENCES | ATELIERS | ÉXPOSITIONS | BtoB

CLIQUEZ  INFORMATION | INSCRIPTION :  
[WWW.OFFICINEXPO.COM](http://WWW.OFFICINEXPO.COM)

• Organization :

EASY-COM  
VOTRE EMPREINTE SANTÉ

+212 5 22 25 76 72 | +212 6 60 13 44 96  
Contact@easy-com.ma Follow us on : fin

# DATES À RETENIR

17 janvier 2026



23 et 24 janvier 2026

